

Art. 6. De Terminologiecommissie heeft haar zetel te Eupen. Ze kan elders zitting houden.

De Regering zorgt voor het wetenschappelijk voorbereidend werk en het secretariaatswerk van de Terminologiecommissie.

Art. 7. De door de Commissie uitgewerkte terminologie wordt uiterlijk om de zes maanden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. Met de goedkeuring wordt de terminologie bindend.

De Regering zorgt voor de snelle verbreiding en bekendmaking van de vastgelegde terminologie, alsook van de desbetreffende achtergrondinformatie en, in voorkomend geval, van de aanbevelingen van de Terminologiecommissie die bestemd zijn voor het publiek.

Art. 8. De terminologie die krachtens artikel 77, § 1, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap door de tot nu toe fungerende "Commissie voor de Duitse rechtsterminologie" werd vastgelegd, blijft bindend tot ze eventueel door de Terminologiecommissie wordt gewijzigd.

Art. 9. De laatste leden van de "Commissie voor de Duitse rechtsterminologie" die krachtens artikel 77 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap werden benoemd, zijn van rechtswege de eerste leden van de Terminologiecommissie totdat krachtens dit decreet nieuwe leden zijn benoemd.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2009.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 19 januari 2009.

K.-H. LAMBERTZ,

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Lokale Besturen

B. GENTGES,

De Vice-Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Opleiding en Tewerkstelling, Sociale Aangelegenheden en Toerisme

O. PAASCH,

De Minister van Onderwijs en Wetenschapsbeleid

Mevr. I. WEYKMANS,

De Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport »

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2011 — 1401 (2009 — 2998)

[2011/202098]

4. JUNI 2009 — Erlass der Regierung zur Ausführung des Dekretes vom 19. Januar 2009 zur Regelung der Rechtsterminologie in deutscher Sprache. — Erratum

Die französische und die niederländische Übersetzung des vorgenannten Erlasses, die im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. August 2009, Seite 56841 beziehungsweise 56842 veröffentlicht worden sind, werden durch folgende Texte ersetzt.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2011 — 1401 (2009 — 2998)

[2011/202098]

4 JUNI 2009. — Arrêté du Gouvernement portant exécution du décret du 19 janvier 2009 fixant les règles de la terminologie juridique pour la langue allemande. — Erratum

La traduction française de l'arrêté susmentionné, publiée au *Moniteur belge* du 26 août 2009, page 56841, doit être remplacée par le texte suivant :

« MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

4 JUNI 2009. — Arrêté du Gouvernement portant exécution du décret du 19 janvier 2009 fixant les règles de la terminologie juridique pour la langue allemande

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu le décret du 19 janvier 2009 fixant les règles de la terminologie juridique pour la langue allemande, notamment l'article 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2009;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 4 juin 2009;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 19 janvier 2009 fixant les règles de la terminologie juridique pour la langue allemande est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2009, de sorte que les dispositions portant exécution de celui-ci doivent être adoptées et publiés sans délai afin que la Commission de la Communauté germanophone pour la terminologie juridique allemande puisse prendre ses fonctions au plus tôt;

Considérant que conformément à l'article 9 du même décret du 19 janvier 2009, les derniers membres désignés en vertu de l'article 77 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone sont de droit les premiers membres de la Commission de la Communauté germanophone pour la terminologie juridique allemande, et ce à l'entrée en vigueur du décret au 1^{er} janvier 2009, de sorte qu'il faut, dans l'intérêt de la continuité de la Commission, adopter d'urgence les dispositions d'exécution;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre compétent en matière de Culture;

Après délibération,

Arrête :

Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à la "Commission de la Communauté germanophone pour la terminologie juridique allemande", ci-après dénommée "Commission de terminologie", instituée par le décret du 19 janvier 2009 fixant les règles de la terminologie juridique pour la langue allemande.

Indemnités de déplacement

Art. 2. Les membres de la Commission de terminologie ainsi que, le cas échéant, les experts et correspondants experts participant à ses réunions et activités perçoivent une indemnité de déplacement d'un montant égal à celle prévue pour les déplacements de service des agents du Ministère de la Communauté germanophone et calculée selon les mêmes modalités.

Jetons de présence

Art. 3. Les membres de la Commission de terminologie reçoivent, par réunion d'une durée minimale de deux heures, des jetons de présence de 170 euros, avec un plafond de 2.040 euros par douze mois d'activité à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les montants sont adaptés annuellement à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. L'indice du mois d'entrée en vigueur du présent arrêté sert d'indice de base.

Limitations pour les membres du personnel

Art. 4. § 1^{er}. Les membres du personnel du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Communauté germanophone ainsi que les membres du personnel de l'enseignement rétribués directement ou indirectement par la Communauté germanophone ne peuvent prétendre au bénéfice des jetons de présence que si la réunion se déroule en dehors de leurs heures normales de service.

Pour l'application du présent arrêté, les heures normales de service sont comprises jusque 17 heures, en ce compris les congés et dispenses, sauf les jours fériés. Dans l'enseignement, les heures normales de service sont, le mercredi, comprises jusque 13 heures.

§ 2. Le membre du personnel bénéficiant de jetons de présence pour une séance ne reçoit aucune heure compensatoire pour les prestations effectuées en dehors des heures normales de service.

En ce qui concerne les membres du personnel, les jetons de présence ne peuvent être cumulés avec des indemnités de séjour prévues statutairement pour les séjours effectués dans le cadre du service en dehors du siège de leur lieu de travail.

Recrutement et nomination

Art. 5. Le recrutement des membres de la Commission s'opère par appel public aux candidats publié dans les médias appropriés. Le Gouvernement opère la sélection sur la base de l'évaluation des actes de candidature et, le cas échéant, d'un entretien auquel peuvent être invités les candidats retenus après une première sélection.

Experts

Art. 6. Si, dans certains cas, la Commission de terminologie souhaite faire participer des experts à ses travaux et que cela entraîne des frais supérieurs aux indemnités de déplacement en Belgique mentionnées à l'article 3, elle sollicite préalablement la promesse ferme de prise en charge des frais auprès du Ministre compétent pour la Commission de terminologie.

Correspondants experts

Art. 7. § 1^{er}. Si la Commission de terminologie souhaite associer en permanence des correspondants experts à ses travaux, elle les propose à l'approbation préalable du Gouvernement avec une motivation détaillée. Le mandat de correspondant expert vaut chaque fois pour un an au moins et trois ans au plus. Le mandat peut être renouvelé. Au plus trois correspondants experts peuvent être désignés simultanément.

§ 2. Les correspondants experts ne sont pas membres de la Commission de terminologie ayant voix délibérative. Ils sont invités aux réunions par le président chaque fois que la Commission de terminologie l'estime nécessaire. En dehors des réunions, ils sont aussi, selon les besoins, associés aux travaux avec fonction consultative.

§ 3. Les correspondants experts reçoivent une indemnité forfaitaire de 500 euros par année d'activité, calculée proportionnellement à la durée du mandat. Le montant est soumis à l'adaptation à l'évolution de l'indice des prix à la consommation prévue à l'article 3.

Frais de fonctionnement

Art. 8. Sauf disposition contraire prévue par le présent arrêté, les frais de fonctionnement extraordinaires de la Commission de terminologie sont soumis à la promesse ferme de prise en charge par le Ministre compétent pour la Commission de terminologie.

Règlement d'ordre intérieur

Art. 9. Dans son règlement d'ordre intérieur, la Commission règle l'établissement de l'ordre du jour, la convocation, la prise de décisions, la consignation par écrit et l'archivage des décisions, la participation aux réunions, la correspondance et toutes les questions de procédure qui lui paraissent utiles.

Entrée en vigueur

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2010.

Eupen, le 4 juin 2010.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux,
K.-H. LAMBERTZ

La Ministre de la Culture et des Médias, de la Protection des Monuments, de la Jeunesse et des Sports,
Mme I. WEYKMANS »

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 1401 (2009 — 2998)

[2011/202098]

4 JUNI 2009. — Besluit van de Regering tot uitvoering van het decreet van 19 januari 2009 houdende vaststelling van de regels van de Duitse rechtsterminologie. — Erratum

De Nederlandse vertaling van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 augustus 2009, blz. 56842, dient te worden vervangen door de volgende tekst :

« MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

4 JUNI 2009. — Besluit van de Regering tot uitvoering van het decreet van 19 januari 2009 houdende vaststelling van de regels van de Duitse rechtsterminologie

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 19 januari 2009 houdende vaststelling van de regels van de Duitse rechtsterminologie, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het gunstige advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 4 juni 2009;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van 19 januari 2009 houdende vaststelling van de regels van de Duitse rechtsterminologie op 1 januari 2009 in werking is getreden en dat de overeenkomstige uitvoeringsbepalingen dus zo snel mogelijk goedgekeurd en gepubliceerd moeten worden, zodat de Commissie van de Duitstalige Gemeenschap voor de Duitse rechtsterminologie zonder vertraging haar functie kan vervullen;

Overwegende dat de laatste leden van de "Commissie voor de Duitse rechtsterminologie" die krachtens artikel 77 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap zijn benoemd, conform artikel 9 van datzelfde decreet van 19 januari 2009 van rechtswege de eerste leden van de Commissie van de Duitstalige Gemeenschap voor de Duitse rechtsterminologie zijn bij inwerkingtreding van het decreet op 1 januari 2009 zodat de goedkeuring van de uitvoeringsbesluiten dringend noodzakelijk is in het belang van de continuïteit van de commissie;

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister bevoegd voor Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de "Commissie van de Duitstalige Gemeenschap voor de Duitse rechtsterminologie" die is opgericht bij het decreet van 19 januari 2009 houdende vaststelling van de regels van de Duitse rechtsterminologie, hierna "Terminologiecommissie" genoemd.

Verplaatsingsvergoedingen

Art. 2. De leden van de Terminologiecommissie en, in voorkomend geval, de aan haar vergaderingen en activiteiten deelnemende experts en corresponderende experts ontvangen een verplaatsingsvergoeding waarvan het bedrag en de berekeningsregels dezelfde zijn als die voor dienstreizen van ambtenaren van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap.

Presentiegelden

Art. 3. De leden van de Commissie ontvangen per vergadering met een minimale duur van twee uur een presentiegeld van 170 euro met een maximumbedrag van 2.040 euro voor elke twaalf maanden activiteit vanaf de inwerkingtreding van dit besluit. De bedragen worden jaarlijks aan de ontwikkeling van de index van de consumptieprijs aangepast. De index van de maand van de inwerkingtreding van voorliggend besluit geldt als uitgangindex.

Beperkingen voor personeelsleden

Art. 4. § 1. Personeelsleden van het ministerie en van instellingen van openbaar nut van de Duitstalige Gemeenschap evenals de personeelsleden uit het onderwijs die rechtstreeks of onrechtstreeks door de Duitstalige Gemeenschap worden bezoldigd, kunnen slechts aanspraak maken op presentiegelden indien de vergadering buiten hun gewone arbeidstijd valt.

Bij de toepassing van het voorliggende besluit geldt de gewone arbeidstijd tot 17 uur, inclusief de vakantie en de dienstvrijstellingen, met uitzondering van de feestdagen. Voor onderwijzend personeel loopt de gewone arbeidstijd op woensdag tot 13 uur.

§ 2. Een personeelslid dat voor een vergadering presentiegeld ontvangt, krijgt voor die vergadering geen compensatie voor prestaties buiten de gewone arbeidstijd.

De presentiegelden zijn voor personeelsleden niet cumuleerbaar met de verblijfsvergoedingen waarin het personeelsrecht voorziet voor dienstverblijven buiten de zetel van de dienst.

Werving en benoeming

Art. 5. De werving van de leden van de commissie geschiedt via een openbare oproep die in adequate media wordt gepubliceerd. De Regering maakt een keuze op basis van de evaluatie van het sollicitatiedossier en, in voorkomend geval, op basis van een voorstellingsgesprek waarvoor een beperkte selectie van de sollicitanten kan worden uitgenodigd.

Experts

Art. 6. Wanneer de Terminologiecommissie in bepaalde gevallen een beroep wil doen op experts en wanneer dit kosten met zich brengt die hoger zijn dan de in artikel 3 vermelde verplaatsingsvergoedingen binnen België, vraagt ze aan de minister die voor de Terminologiecommissie bevoegd is, op voorhand de vaste belofte om de kosten te laste te nemen.

Corresponderende experts

Art. 7. § 1. Wanneer de Terminologiecommissie corresponderende experts permanent bij haar werk wil betrekken, stelt ze deze op voorhand met een uitvoerige motivering voor aan de Regering met het oog op goedkeuring. Het mandaat als corresponderende expert geldt telkens voor minstens één jaar en hoogstens drie jaar. Het mandaat kan worden verlengd. Er kunnen hoogstens drie corresponderende experts tegelijkertijd benoemd zijn.

§ 2. Corresponderende experts zijn geen stemgerechtigde leden van de Terminologiecommissie. Ze worden door de voorzitter uitgenodigd op de vergaderingen, telkens wanneer de Terminologiecommissie dit noodzakelijk acht. Ze worden ook buiten de vergaderingen naar gelang van de noodzaak bij het werk betrokken om advies te geven.

§ 3. Corresponderende experts ontvangen een forfaitaire vergoeding van 500 euro per jaar waarin ze actief zijn. Deze vergoeding wordt berekend in verhouding tot de duur van het mandaat. Het bedrag is onderworpen aan de in artikel 3 bepaalde aanpassing aan de ontwikkeling van de index van de consumptieprijzen.

Werkingskosten

Art. 8. Behoudens andersluidende bepaling in dit besluit zijn buitengewone werkingskosten van de Terminologiecommissie, met het oog op de tenlasteneming ervan, onderworpen aan de vaste belofte van de Minister bevoegd voor de Terminologiecommissie.

Huishoudelijk reglement

Art. 9. In het huishoudelijk reglement regelt de Terminologiecommissie het opstellen van de agenda, het sameroepen van de commissie, de besluitvorming, het neerschrijven en het archiveren van de besluiten, de deelname aan de vergaderingen, de briefwisseling en alle andere procedurele vraagstukken die haar nuttig lijken.

Inwerkingtreding

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009.

Eupen, 4 juni 2009.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg Jeugd en Sport,
Mevr. I. WEYKMANS »

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1402

[2011/202536]

19 MAI 2011. — **Décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du protocole de Kyoto (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le chapitre II du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, il est inséré la section 6 suivante :

« *Section 6.* — Mise en place du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période de référence 2013-2020 : collecte et vérification des données

Art. 12bis. Le Gouvernement peut organiser la collecte des données en vue de la détermination de l'allocation de quotas à titre gratuit pour chaque exploitant au cours de la période de référence 2013-2020.

Au plus tard le 30 septembre 2011, le Gouvernement publie au *Moniteur belge* et présente à la Commission européenne la liste des installations couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et le projet d'allocation de quotas à titre gratuit de chaque installation pour la période de référence 2013-2020.

Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure pour exclure les petites installations du système d'échange de quotas à partir du 1^{er} janvier 2013.

Art. 12ter. § 1^{er}. La vérification des données des installations et sous-installations relevant du champ d'application du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre à partir du 1^{er} janvier 2013, collectées conformément aux dispositions découlant de la Directive 2003/87/CE et ce, en vue de déterminer les allocations individuelles de quotas à titre gratuit pour la période de référence 2013-2020, est une mission de service public.

§ 2. Le Gouvernement peut confier la vérification visée au paragraphe précédent à une ou plusieurs personnes de droit privé ou de droit public au terme d'une concession de service public.

§ 3. Le Gouvernement conclut avec chaque concessionnaire un contrat dans lequel figurent les modalités et les conditions qui président à l'exécution de la mission de service public décrite dans le présent article.

La concession de service public est conclue pour une durée limitée à un an maximum.